L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 22 MARS 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 22 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, rue Derbigny, entre Esplanade et Chemin du Bayou, meubles de salon, salle à manger, etc.

Par O. Valeton, au magasin de V. Maignan, No 58 rue Bienville, vente de clôture de vins et liqueurs assorties.

Par S. Guinault, sur l'Avenue de Carrollton, à l'ancienne écurie de Rouch, une vacherie.

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Poydras,—pommes de terre.

Pommes de terre—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Mercredi 22 Mars 1876.

VARIETES—A midi, Dora : le soir, Evadne.
ACADEMIE—A midi et le soir, Jack Harkaway.
ST-CHARLES—A midi et le soir, Le Tour du Monde en 80 jours.

Le fonctionnement du suffrage universel.

Voici un chapitre à ajouter à l'ouvrage de M. Claudio Jannet sur les " Etats-Unis contemporains ". C'est l'opinion d'un journal essentiellement américain, la *Tribune*, de New-York, sur les causes qui ont permis aux républicains de remporter la victoire dans la dernière élection du New-Hampshire.

L'article pourrait se passer de commentaires. L'importation de votants des autres Etats et l'achat des votes paraissent avoir été des manœuvres pratiquées par les deux partis ; soulement, les républicains ont fait les choses plus grandement; ils avaient plus d'argent à leur disposition, ou bien la situation de leur parti les mettait dans la nécessité de faire de plus grands sacrifices.

Avant la guerre, la corruption s'était déjà glissée dans les pratiques électorales, mais les partis s'en défendaient hautement et laissaient la responsabilité des actes signalés à des agents subalternes.

Depuis la guerre, les colonisations d'électeurs et les achats de votes ont pris des proportions alarmantes et le parti républicain, qui avait à sa disposition une dîme prélevée sur les fraudes gigantesques permises par lui, n'a dû son succès dans la plupart des élections, qu'à l'argent.

Au New-Hampshire, on connait, depuis quelques années, le nombre des votes à vendre. Les partis ne peuvent pas spéculer là sur l'ignorance et la crédulité des électeurs. Le New-Hampshire est un Etat de la Nouvelle-Angleterre, un Etat éclairé, grâce au système des écoles gratuites. Chaque individu, disait un correspondant du *Herald*, y est son propre politicien. Il ne vend pas son vote par ignorance, mais en pleine connaissance de cause et il en débat le prix, sachant bien ce qu'il vaut.

Les deux partis ayant recours à la corruption, la concurrence a fait hausser les prix et le jeu est devenu très dispendieux. Aussi la *Tribune* nous apprend-elle que les partis vont s'entendre pour réagir contre les exigences croissantes des électeurs. Qui vont-ils donc faire ? Ils ont pris une résolution énergique.

Ils vont faire grève.....de corruption ! N'est-ce pas joli ! A la prochaine élection, on n'achètera plus de votes. Tant pis pour les marchands de cette denrée. Il faudra qu'ils votent consciencieusement..... malgré eux, ou bien qu'ils ne votent pas du tout. Ce sera cruel pour des gens qui, ayant le bonheur d'avoir une élection chaque année, s'étaient habitués à compter sur le prix de leurs votes pour se procurer quelques petites douceurs.

Autrefois, nous parlons des temps *ante bellum*, un journal comme la *Tribune* eût eu honte de dévoiler de pareils faits. Actuellement, le mal est si patent que la presse a un autre devoir que de faire les faits et de dissimuler l'étendue de la corruption. Aussi, le correspondant de ce journal a-t-il soin d'ajouter que la résolution prise par les partis de ne plus acheter de votes, n'est pas due à la conscience de l'indignité d'un pareil procédé, mais à cette considération que ce procédé est devenu trop coûteux. Voici, du reste, les termes dans lesquels sont expliquées dans la *Tribune* les causes de la victoire républicaine.

Le résultat est dû à trois causes :

1.—La réapparition et la discussion de questions qui se rattachent à la guerre et ont permis aux chefs républicains de reformer leurs lignes telles qu'elles étaient en 1868, d'attirer dans leurs rangs, comme partisans actifs, des hommes qui, dernièrement, étaient disposés à être indifférents aussi bien qu'hostiles.

2.—La supériorité de l'organisation républicaine dans tout l'Etat et surtout de celle du comité central—organisation qui a fait revenir, d'autres Etats, plus de 2000 votants, dont beaucoup n'habitaient pas la New Hampshire depuis dix ans.

3.—Une abondance d'argent consacré à l'achat direct de votes. Les calculateurs intelligents des deux partis portent à 6000 au moins le nombre de votes achetés, hier au comptant, et il y a d'excellentes raisons de conclure que les républicains en sont assurés 4000. Le système de corruption s'est étendu dans l'Etat entier. Dans quelques petites villes ayant moins de 500 votants, chaque parti a dépensé plus de $3000.

Il existe déjà des indices d'une intention d'abandonner cette ville et renfermer cette méthode de diriger une campagne électorale. Des membres des deux comités déclarent aujourd'hui que c'est la dernière fois qu'on aura recours à l'argent ; qu'ils assaisonneront, l'année prochaine, de voir à ce qu'il ne soit pas dépensé une seule piastre dans un but de corruption. Cette résolution subite ne provient pas d'un sentiment de dignité ou de conviction ; on n'y sera bientôt impossible de supporter les frais qu'entraîne le système. Les vainqueurs paient leur victoire trop cher et les vaincus perdent inutilement les sommes qu'ils ont risquées.

Un des résultats de la lutte qui vient d'avoir lieu au New Hampshire—résultat que déplorent les patriotes éclairés—c'est la renaissance des craintes et des haines que la rébellion a soulevées. Ces craintes et ces haines poussèrent les républicains à adopter le même politique dans toute la page, à la campagne présidentielle. Rien, dans les harangues, ne semble produire autant d'effet que "le hurlement des rebelles", "les généraux rebelles au Congrès", "le traitement que les rebelles ont fait subir aux soldats de l'Union" et "la tentative des rebelles de s'emparer du gouvernement." Nous verrons s'évanouir la perspective d'une réconciliation sociale, l'espoir d'un meilleur service civil ; nous assisterons au réveil des passions endormies, de préjugés à moitié morts. Les Etats-Unis, au milieu du centenaire de leur indépendance, présenteront au monde l'étonnant, le déplorable spectacle d'un peuple qui, seulement dans un but de triomphe politique, soulève des questions qui auraient réglées, il y a onze ans, à Appomattox.

SAUVETAGE DE L'EQUIPAGE DE LA BARQUE CHATHAM PAR LE STEAMER ST-LOUIS.—Le steamer St-Louis, arrivé lundi soir, de Liverpool, a ramené huit hommes de l'équipage de la barque norvégienne Chatham, rencontrée le 6 mars en mer en état de détresse. Cette barque partie de Wilmington, Caroline du Nord, le 11 février, avec une cargaison de 3212 barils de résine pour Rotterdam, avait été désemparée le 22 par une tempête pendant laquelle le capitaine et deux matelots ainsi que les embarcations contenant les provisions et les cartes avaient été enlevés à la mer. Les huit hommes de l'équipage restant n'avaient pu remettre la barque en état de continuer son voyage, et ils avaient été hallottés 13 jours sur l'océan, ne vivant que de biscuit, lorsqu'ils furent recueillis par le steamer St-Louis. Le second de ce steamer ayant trouvé la barque en condition de reprendre son voyage, un équipage et un officier pris sur le St-Louis ont été mis à bord, et après les réparations nécessaires, ont entrepris de conduire la barque à destination, avec les vœux, après, et provisions fournis par le St-Louis.

Réveillons-nous, les gars,
De nouveau tentons l'assaut,
Il s'agit de gagner le gros lot
De $100,000 en or.
Essayez votre chance
Sur 3580 lots
Vous en pouvez gagner un
Ne perdez pas de temps
Le tirage a lieu le 29 avril
Un demi-million en or.

Lois promulguées.

Nous avons, jusqu'ici, vainement cherché dans les colonnes du journal officiel une seule loi de réforme. M. Kellogg s'est empressé de signer et de promulguer avec une hâte indécente les plus mauvaises lois de la session ; les lois autorisant la levée de taxes à la Nouvelle-Orléans et dans les paroisses en faveur d'une corporation particulière et la loi pour la conversion des dettes de ville en faveur d'un ring de porteurs de mauvais Bons.

La responsabilité des démocrates de la Chambre est égale à celle des radicaux dans le passage de ces mauvaises lois. Mais les démocrates avaient passé un assez grand nombre de bills de réformes. Malheureusement la plupart ont échoué au Sénat. Il en est, néanmoins, quelques uns qui ont pu passer ; mais nous n'en avons pas encore vu un seul promulgué. Parmi les plus importants, nous citerons le bill qui interdit la conversion des Bons de Chattanooga, garantis par l'Etat et des Bons émis pour souscription d'action.

Un certain nombre de bills sont retenus dans les comités du Sénat ; ce ne peut être dans de bonnes intentions. Il semble qu'il y ait un parti pris de ne laisser arriver à la promulgation que des bills insignifiants ou des bills d'intérêt personnel. Voici les deux lois que nous trouvons dans le journal officiel d'hier.

No. 47 : Loi accordant au Collége Médical de l'Hôpital de Charité le droit de conférer des grades et de faire ainsi concurrence au Département Médical de l'Université de la Louisiane.

No 46 : Loi allouant un secours de $5,000 à la veuve et aux enfants du feu juge John J. Morgan.

—Nous prions M. Théo J. Dimitry, surintendant du chemin de fer du lac Pontchartrain, d'agréer nos bien sincères remerciements pour les prévenances qu'il a toujours montrées au reporter de l'*Abeille* et pour les obligeantes attentions dont celui-ci vient encore d'être l'objet de sa part.

Une nouvelle chance s'offre à nous
Le moment est venu
Second tirage d'or
Loterie de l'Etat de la Louisiane
29 avril positivement, avec une chance
Sur six pour gagner le lot d'or
$502,500 de lots
Gros lot $100,000
Achetez tout de suite
Billets, $50 seulement.

L'ESPAGNOL MYSTÉRIEUX.—M. Holgado, le soi-disant agent général de la loterie de la Havane, vient de disparaître pour la seconde fois, et aussi mystérieusement que la première. On sait dans quelles circonstances il avait été retrouvé à l'hôtel Eastern, où il vivait sous un nom d'emprunt. Après sa découverte, il prétendit avoir reçu de M. Llera, négociant dans Cedar street, pour $5,000 de billets de loterie, lesquels lui auraient ensuite été enlevés par un inconnu. Il a été prouvé qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans ce récit. Depuis sa conviction de mensonge flagrant, Holgado a déménagé de l'hôtel Eastern et s'est installé à Saint Julien, où il est resté deux-ou trois jours sous la surveillance de la police, et finalement avant-hier matin, il a pris place, en compagnie d'un détective, dans une voiture qui l'a mené, croit on, à la gare de Washington.

Les Espagnols de New-York sont furieux contre leur mystérieux compatriote. Ils ne lui pardonnent pas l'anxiété qu'il leur a causée pendant quelques jours et les innombrables démarches qu'ils ont faites pour retrouver ses traces, alors qu'on le croyait victime d'un crime. Mais le but du voyage de M. Holgado à New-York et des faux bruits qu'il a répandus dans le public, reste inexplqué. L'hypothèse la plus généralement accepée est celle-ci :

Holgado se serait entendu avec un fonctionnaire à la Havane, dans le but de soustraire au gouvernement une grande quantité de billets de loterie. Une fois les billets en sa possession il serait venu aux Etats Unis pour en opérer la vente, dont il aurait partagé le bénéfice avec son complice resté à la Havane. Mais Fidèle lui aurait caché vente, ou lui aurait été suggérée, qu'il valait mieux garder le profit pour lui tout seul, et il aurait en conséquence inventé et publié cette histoire de vols des billets, afin de se dispenser de régler avec son complice. Tout ceci n'est qu'une supposition, mais elle est fort plausible.

Nous recevons une communication intéressante au sujet de l'affaire Holgado. Cette note, après un résumé des faits conforme à celui déjà connu des lecteurs, annonce que le consul d'Espagne n'a plus à se mêler de l'affaire. Son devoir était de retrouver Holgado après sa mystérieuse disparition, et l'on sait qu'un prompt accès a couronné les démarches faites dans ce but. Il a été demandé à Holgado s'il désirait formuler une plainte contre quelqu'un, et il a répondu en exprimant l'intention de consulter le ministre d'Espagne à Washington.

Il est en conséquence allé en cette ville, accompagné d'un de ses compagnons, M. Moren, or, du *détective* Davies, ce dernier à titre d'*interprète*, les voyageurs ne connaissant pas l'anglais. Ils sont revenus hier à New York.

L'affaire n'est donc plus du ressort du consul, qui se plaît à rendre hommage au zèle et à l'habileté avec lesquels la police new yorkaise a secondé ses efforts.

—Les intransigeants sont loin de témoigner à M. Dufaure la bienveillance qu'il rencontre dans les journaux de la république modérée. *L'Ensement* se méfie d'un homme qui "a su condescendre aux transactions les plus dangereuses avec les anciens partis". Les *Droits de l'homme* sont plus encore :

M. Buffet s'en va, nous en sommes enchantés ; M. Dufaure devient le chef du cabinet, cela diminue beaucoup notre enthousiasme. Nous savons fort bien combien on a parlé, dans les coulisses, depuis un an, de ces dissentiments mystérieux entre M. Buffet et M. Dufaure, qui devaient toujours éclater et qui n'éclataient jamais. *M. Dufaure n'en est pas moins, comme M. Buffet, un homme de réaction.* Il l'est par son passé de ministre de Louis-Philippe après le 12 mai 1849, de ministre de Cavaignac après juin, de ministre de Bonaparte en 1849, voire de ministre de M. Thiers en 1871, et nous ne croyons pas que le sont rien de dans le dernier ministère qui lui enlève ce caractère.

Et remarquez que les *Droits de l'homme* en disent autant de tout homme d'Etat, de tout ministre qui n'appartiendront pas à leur journal ; et le vendredi du jour où l'on aurait installé place Beauvau les collaborateurs des *Droits de l'homme*, il y aurait un journal plus intransigeant encore pour déclarer que ce sont des hommes de réaction.

LES HAUX-DE-VIE.—Pour donner un aperçu de la production des eaux-de-vie en France, pour la région des Charentes, nous avons relevé dans une statistique les chiffres suivants :

La seule petite ville de Cognac (18,000 habitants), a expédié en 1873, en France, 24,000 hectolitres, à l'étranger 175,000 hectolit es d'alcool pur, ce qui représente en eau-de-vie bavable 400,000 hectolitres.

Jarnac, petite ville de 5,000 habitants, a expédié en France 12,286 hectolitres, à l'étranger 23,907 hectolitres d'alcool pur. En tout, plus de 50 millions d'impôt pour l'alcool annuellement expédié par les deux villes.

On peut juger par ces chiffres de ce que donnerait la statistique complète des deux départements de la Charente et de la Charente-Inférieure, dont la récolte en vin est en grande partie transformée en eau-de-vie.

LES MOTEURS POUR LES TRAMWAYS.—La commission chargée d'examiner les différents systèmes de moteurs mécaniques applicables aux voitures de tramways, se trouve composée comme suit :

MM. de Franqueville, vice-président ; Lefort, Cheff, de Fourcy, Meissonnier, inspecteurs généraux ; Tresca, sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers ; Pierron de Mondésir, Mayer Forgueuot, Regray, ingénieurs en chef : Chalfot, chef de division au ministère des travaux publics ; Collignon et Lucas, ingénieurs des ponts et chaussées, secrétaires.

Parmi les systèmes présenté de M. Caillaux, aucun moteur mécanique nouveau ne pourra être adapté aux voitures de tramways avant d'avoir été soumis à cette commission.

—Parmi les débutants législateurs que nous avons vu à la Chambre des députés, se trouvent :

MM. René Eschassériaux fils ;
Paul Granier de Cassagnac fils ;
Roy de Loulay fils ;
Georges Brame fils ;
Jean-Casimir Périer fils.

Les deux premiers seront les collégues de leurs pères à la Chambre ; ceux des trois derniers trônent au Sénat.

Il ne faut pas oublier dans cette liste de débuts le nom de M. Thirion-Montauban, gendre de M. Magne.

Le plus jeune des députés élus est M. René Eschassériaux fils (vingt-sept ans environ.)

Le doyen est M. Adolphe Thiers, qui va entrer dans sa quatre-vingtième année le 16 avril prochain.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un nouveau procès contre la ville.

Tous les procès de finance dont nous avons entretenu si souvent nos lecteurs auront lieu successivement et même simultanément contre la ville. Ils ont commencé par la réclamation des porteurs de bons consolidés ; ils continueront avec les bons des waterworks, et aujourd'hui, nous voyons que l'Interwalle sera occupé par la demande en équité des porteurs de bons des premiers chemins de fer. Ces bons sont échus depuis plus d'un an et loin d'être payés, ils ne sont pas encore servis, les autorités de ville ayant refusé d'en payer les coupons. Ces autorités les confondent avec les bons à prime tout comme elle n'avaient pas plus de validité.

Un étranger, porteur de ces bons, Mr. Morris Ranger, de Liverpool, vient pour défendre son intérêt, de déposer au greffe de la Cour de Circuit des Etats Unis un bill important, par lequel il réclame le remboursement de son capital ou tout au moins des garanties solides pour le service de l'intérêt. Il fait valoir dans ce bill toutes les raisons que nous avons données nous-mêmes au sujet des bons consolidés, car le procès est de même nature, raisons que le juge Wood a sanctionnées dans deux décisions qu'il a déjà rendues à l'égard de ces derniers.

En conséquence, le bill demande qu'il soit défendu au maire de la Nlle Orléans, à l'administrateur des finances, à tout autre des comptes publics et à la Banque nationale de la Louisiaue, de distraire aucuns fonds collectés en vertu des actes Nos 105 & 106 du 15 mars mars 1854, pour aucun but quelconque, spécialement pour mettre à exécution le plan de bons à prime tel qu'il résulte de l'acte de la Législature de la Louisiane du 6 mars 1876, le bill ne faisant exception que pour les trois autres classes de bons mentionnés plus haut, y compris les bons de Pontchartrain.

Le bill soutient que tous les actes de la Législature de la Louisiane, tous les actes, résolutions et ordonnances de la ville de la Nlle-Orléans, en contravention aux actes de 1852 et de 1854, sont nuls comme contraires à la Constitution des Etats de la Louisiane et des E. U. ; et que tous les autres bons et certificats ou titres de dettes de la dite ville non compris dans les quatre premières classes des bons valides, sont nuls et comme non avenus ; que la dite ville ne peut recevoir les taxes qu'en monnaie courante. Le plaignant, en outre, si cela est jugé nécessaire pour la sécurité des fonds consacrés par la loi au service et au payement des bons de 1852 et de 1854, demande que la Cour nomme un receveur des dits fonds qui seront distribués suivant la loi et sous l'ordre de la Cour.

Tel est en abrégé le procès dont Pisuna nous paraît pas douteuse. Comment, en de telles circonstances, penser à lever une taxe spéciale pour un chemin de fer quand la ville pourra si difficilement faire face à ses dettes légitimes ! Il faut qu'on le sache bien ! toutes les taxes de la Nlle. Orléans, moins celles des dépenses courantes, appartiennent de droit à ses créanciers honteliés.

Kellogg continue à abuser du droit de grâce.

Nous apprenons que W. P. Kellogg, le pseudo-gouverneur de la Louisiane, continue à travailler en vue de la prochaine campagne électorale.

Il se fait des partisans, en graciant tous les criminels qui sont condamnés. Avant-hier, il a fait encore mettre en liberté un certain Joseph Wilson, qui avait été condamné aux travaux forcés pour la vie, après avoir convaincu d'avoir mis le feu au café sis à l'angle des rues Royale et Quartier, il y a deux ans.

Albert Ford a été aussi heureux, en faisant appel à la clémence exécutive. Il était condamné à sept années de travaux forcés pour vol avec effraction, il y a trois mois, dans le bureau de messieurs Lord & McPeake.

Bellogg va bien. Pourquoi ne fait-il pas ouvrir une bonne fois les portes du pénitencier et de la prison de paroisse.

W. F. LOAN,
Surintendant.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Leeds. Tous les administrateurs sont présents, à l'exception de Mr Bourg, ce dernier étant absent du département des assessements.

Messieurs Brown et Pilsbury, admin'strateurs des départements des comptes publics et des finances, ont présenté leur rapport mensuel, pour février, qui établit que les recettes générales ont été de $201,404 49, et les dépenses générales de $153,151 65, ce qui laisse un reliquat de $33,284 75.

L'ordonnance suivante ayant été amendée est finalement adoptée :

Attendu, que le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, formant l'Assemblée générale, à la dernière session régulière ont adopté un acte, intitulé un acte pour autoriser, avec le consentement des électeurs, la taxe spéciale sur les propriétés de la Nouvelle-Orléans, dans le but de faire acheter des sections de la Compagnie du Chemin de fer de la Nlle-Orléans et Pacifique, et pour nir une élection spéciale afin de soumettre cette question aux votes du peuple, de pourvoir aux moyens de percevoir cette taxe si elle est votée, d'imposer certains devoirs aux officiers d'élection de l'Etat et de la ville, de punir toutes les violations de cet acte, d'autoriser l'émission d'actions de taxes, et de trouver un moyen, par mandamus, pour contraindre l'obéissance à cette taxe, si elle est votée ; en conséquence,

Il est ordonné que le maire est, par la présente, autorisé et requis, d'ordonner une élection à laquelle participeront tous les électeurs qualifiés de la Nouvelle-Orléans à l'époque fixée par lui.

Le maire devra désigner dans une proclamation l'autorisation du Conseil, la date précise de l'élection, dix jours au moins avant que la dite élection ait lieu, et devra désigner également les différents bureaux de votation, et devra nommer les commissaires d'élection et prendre toutes les mesures nécessaires pour que la dite élection soit tenue régulièrement et impartialement.

Il devra notifiera les officiers chargés de l'enregistrement et de l'élection, d'après les lois de l'Etat, d'avoir à fournir tous les livres, les documents, les boîtes et tous les accessoires nécessaires, conformément à l'acte précité de l'Assemblée Générale.

Les retours de la dite élection seront fournis sans délai au maire, qui les soumettra au Conseil, pour que les administrateurs les compilent avec soin avant de publier officiellement le résultat.

Il est en outre ordonné, etc., que tous les frais encourus pour cette élection, conformément à l'acte de la Législature, devront être payés avec les premiers fonds collectés en vertu du dit acte,

Le vote a été comme suit :

Oui—Messieurs Bertoli, Brown, Burke, McCarthy et Pilsbury—5.

Non—Mr Landry.

Absent—Mr Bouny.

Messieurs Burke, Pilsbury et Landry ont motivé leur vote.

Mr Burke dit, en substance, qu'il vote oui, quoiqu'il soit opposé en principe à la taxe spéciale en faveur du chemin de fer Pacifique, et quoiqu'il semble que la ville n'a pas de fonds disponibles pour l'élection, parce que, selon lui, le Conseil municipal est obligé de se soumettre à la loi quand la Législature et ne peut refuser d'obéir.

Mr Pilsbury dit, que comme citoyen, il est opposé à la taxe spéciale pour la compagnie du chemin de fer, mais qu'il vote pour, parce qu'on a vu, les contribuables et les électeurs en général ont le droit de réclamer le privilège de voter sur une question qui les intéresse tous.

Mr Landry dit qu'il croit que son devoir exige qu'il vote non, parceque l'acte de la Législature est, selon lui, parfaitement inconstitutionnel.

Mr Burke, administrateur du département des améliorations présente alors une longue communication, dans laquelle il fait part au Conseil des dégats causés par l'orage du dimanche soir.

Il dit qu'il a eu à ordonner des réparations à la levée de Carrollton, septième district, à la levée du sixième district, vis-à-vis la briqueterie Delachaise, et à la levée en face de l'hôpital Howell.

Il y a eu aussi plusieurs ruptures dans les digues du bayou St-Jean et une rupture à la levée de protection du lac Pontchartrain, derrière l'usine de Stearn.

L'inspecteur Cavanso, du second district, a passé toute la nuit de lundi sur les bords du bayou St-Jean avec tous ses hommes.

Mr Burke a ajouté, en terminant sa communication, qu'il vient d'apprendre qu'une crevasse s'est produite dans la levée de protection du lac Pontchartrain.

Mr Landry, présente ensuite une résolution qui est adoptée.

En voici la substance :

Attendu que les propriétés de la ville qui servent de casse à pompes au département de l'incendie sont une source de dépenses pour l'administration, sans aucune compensation ; et attendu, que la ville de la Nlle-Orléans doit une somme considérable au département de l'incendie pour services rendus, et que l'état de ses affaires ne lui permet pas de liquider cette dette ;

Résolu, que le maire est autorisé à nommer deux experts, et le département de l'incendie deux autres experts, pour faire l'estimation de ces propriétés appartenant à la ville. Dans le cas où les quatre experts ne s'entendraient pas, ils sont autorisés à nommer un cinquième, qui servira d'arbitre.

Ansuitôt l'estimation faite, le maire nommera un comité de trois administrateurs, qui aura pouvoir, de concert avec un comité de l'association charitable des pompiers eu égard aux termes du contrat pour la cession des propriétés de la ville.

Plusieurs pétitions sont ensuite présentées.

La pétition d'une cinquantaine de propriétaires fonciers de la rue du Canal, s'opposant à l'usage de locomotives ou de dummies, rue du Canal, depuis le chemin de la Métairie jusqu'à la rue St-Charles, est référée au comité général des administrateurs.

Le Conseil s'ajourne après cela.

Une déclaration de Mr Jas. S. Prestidge.

Mr James S. Prestidge, le meurtrier de Mr W. D. Hardeman, qui est enfermé à la prison de paroisse, sans privilège de cautionnement, a fait une déclaration volontaire, dans laquelle il essaie d'atténuer ses torts, en disant que Mr Hardeman était très irritable, et que lorsqu'il a fait feu sur celui-ci, il croyait qu'il était armé et qu'il en voulait à ses jours.

C'est une erreur malheureuse pour Mr Prestidge, car il a été prouvé par les témoins que Mr Hardeman n'avait pas d'arme, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même sur son lit de mort.

L'accusé ajoute que dans la journée du 4 de ce mois, M. Hardeman avait été très grossier à son égard, et que l'entrevue a eu lieu à la demande de la victime. Il dit encore qu'immédiatement après la guerre, ses affaires l'obligeant à voyager dans les paroisses rurales, il a contracté, depuis cette époque, l'habitude d'avoir deux pistolets Derringer dans ses poches. Il nie s'être armé intentionnellement et finit en déclarant que Mr Hardeman était reconnu comme un homme dangereux lorsqu'il était excité.

Un voleur qui trouve à qui parler.

Hier matin, vers deux heures, un voleur, dont malheureusement le nom est inconnu, car c'est un hardi coquin, s'est introduit dans la résidence de Mme Davis, rue Villeré No 40, en ouvrant une des fenêtres donnant sur la cour.

Le bruit a réveillé Mme Davis, qui prenant bravement une lampe d'une main et un revolver de l'autre, s'est mise en quête de son visiteur nocturne.

Quoique le fripon eût qu'il était découvert, il ne s'est pas enfui, croyant probablement qu'il aurait facil ement raison d'une femme seule.

Mais cette femme n'est pas comme toutes les autres, et le voleur l'a appris à ses dépens.

Au moment où Mme Davis sortait de sa chambre, le bandit, qui s'était placé derrière la porte, lui a arraché la lampe des mains ; mais Mme Davis, sans être effrayée le moins du monde, a ajusté délibérément le coquin et a fait feu.

Le drôle ne s'attendait pas évidemment à une aussi chaude réception, car, au coup de pistolet, il a fait un bond et a gagné précipitamment la fenêtre, qu'il a franchie, sa sortie étant saluée par un second coup de pistolet.

Le voleur n'a pas été atteint et s'est esquivé, mais il doit se sentir tout honteux en songeant à sa mésaventure.

Un ordre du chef de police.

L'ordre suivant a été lancé par le chef de police :

Bureau du surintendant de la police métropolitaine.

Nouvelle-Orléans, 20 mars 1876.

Aux officiers commandants de tous les precincts :

Votre attention est appelée sur le rapport suivant :

Le colonel Loan, surintendant de la police métropolitaine :

L'agent Mitchell rapporte, qu'à onze heures et demie, il a aperçu deux hommes de couleur qui retiraient les volets de la vitrine du magasin de chaussures, situé à l'angle des rues Thalie et Dryades, tenu par M. Estoup, l'agent pensant être certain qu'ils avaient l'intention de piller le magasin, a tiré son revolver et a fait feu sur eux. Au coup de pistolet, l'un d'eux a crié comme s'il avait été atteint. Tous les deux se sont pegnivés.

CAPORAL BRENNAN,
Second precinct.

De semblables rapports m'ont été transmis que trop souvent dernièrement, et semblent indiquer un manque de courage de la part des agents qui sont chargés d'arrêter les voleurs qu'ils surprennent en flagrant délit. Cette conduite de donner l'éveil aux voleurs me paraît être très répréhensible, pour dire le moins, et à l'avenir j'exigerai que les agents de police tentent d'arrêter les voleurs avant d'essayer l'effet d'un coup de pistolet à une longue portée.

W. F. LOAN,
Surintendant.

Trois cents mille piastres en argent.

Mr B Flanders, qui remplit les fonctions d'assistant trésorier des Etats-Unis en cette ville, vient de recevoir $300,000 en argent monnayé.

Cet argent blanc, comme on l'appelle vulgairement ici, arrive de la Californie, par ordre du secrétaire de la trésorerie à Washington, et on nous assure, en outre, qu'en gent va être mis dans la circulation.

Tant mieux ! Nous entendrons avec le plus grand plaisir le joyeux cliquetis des pièces de vingt-cinq cents et de cinquante cents.

Porteur de lettres condamné.

Adolphe Pinche, un ex-porteur de lettres, employé par la poste, convaincu d'avoir soustrait des lettres non chargées, a été condamné à payer une amende et à rester trois mois à la prison de paroisse.

Décédée hier, 21 mars 1876, à 2 heures et demie de l'après-midi, Madame AUGUSTUS STOLTZ, veuve de feu Bernard Stoltz, native de Berlin, (Prusse), âgée de cinquante ans et résidente de cette ville depuis 25 ans. Les amis et connaissances de la famille, et les membres du New Lafayette Benevolent Association et ceux du Louisiana Grove No. 13 de U. A. O. D., sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu ce soir à trois heures précises. Le convoi funebre partira de sa dernière résidence No. 407 rue Villaré (Girod), entre les rues St-Bernard et Annette.

Décédé, hier soir, à six heures, à l'âge de trente ans, PAUL DUCATEL. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des familles Ducatel et Van Dyoke sont respectueusement priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi à quatre heures et demie précises. Le convoi partira de sa dernière demeure, encoignure des rues Trémé et Esplanade.

Déposé, le 21 du courant, à l'âge de dix-neuf mois, THOMAS SAXTON LAYTON, fils unique de Thomas Layton et de feue Bertha Layton. Les amis de son père et ceux de son grand-père, Mr Thomas Layton, sont priés d'assister aux funérailles, qui auront lieu cette après-midi mercredi, 22 du courant, à quatre heures et demie. Le convoi partira du No 702 de la rue des Magasins.

Décédé à la paroisse Iberie, le 21 du courant, LOUIS ST-MARC DARBY, à l'âge de soixante-sept ans.

Décédé, le 21 mars, à la paroisse St-Jean-Baptiste, ADOLPHE SORAPURU, âgé de soixante-huit ans.

—Une grave maladie vient de se déclarer à Paris.

Elle atteint surtout les jeunes gens qui mettant tout leur mérite à faire un beau nœud de cravate, font leur esprit à coiffer des calembourgs de petits journaux, toute leur science à bien jeter par les fenêtres l'argent gagné par leurs pères.—Les poiseux, quoi ! ces malheureux, idiots à la fleur de l'âge, s'enveloppent dans un sac de drap, un *ulster* qui balaye la terre autour d'eux, piétinent dans la boue en se fourrant dans un œil un carreau qui les empêche de voir clair, et se remuent comme des grenouilles dans un bocal, en voyant courir des rosses et se hurlant des All Right !.... Hip ! Hip !.... dans une langue qu'ils ne comprennent pas.

Les médecins les plus fameux conseillent contre cette affection le remède suivant :

Retirer à ces êtres gluants la fortune qui leur est échue par erreur, les forcer à gagner honnêtement leur vie en travaillant, ou les flanquer dans un bon régiment de cavalerie où ils s'étrilleront Coco et passeront la jambe à Thomas.

Si après cela, l'*Ulstéromane* demande encore à fréquenter les cafés-concerts et les cabinoîets, il n'y a plus qu'à employer un seul moyen—radical : celui de le jeter du haut du Pont-Neuf et le repêcher le lendemain dans les filets de Saint-Cloud.

—Les chasseurs Mouteux et Rodrigues, dont la fuite en 1874, avait causé un certain émoi dans le monde des financiers, ont comparu, hier mardi, devant le tribunal correctionnel de la Seine.

Ils étaient prévenus d'abus de confiance et de banqueroute simple.

Ils ont été condamnés chacun à un an de prison et fr. 100 d'amende.

A nos Abonnés des campenes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le porte est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 35 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même tempe que le prix de l'abonnement.

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans *l'Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 5 cents le numéro.

—Nous avons raconté, il y a quelques jours, dit le *Petit Journal*, qu'une bande de malfaiteurs, au nombre de 92, avait été prise par des agents de M. Jacob, chef de la police de sûreté.

Plusieurs de ces malfaiteurs ont fait des révélations sur des crimes commis dans différentes localités des environs de Paris, notamment à Fontenay et à Champigny.

M. Paulin, juge d'instruction, assisté, délégué de M. Pédezert, commissaire de police, qui a activement coopéré à l'arrestation d'une grande partie de la bande, s'est rendu, hier matin, à Champigny, avec deux escouades de terrassiers et d'agents de la sûreté, aux environs de Champigny, afin de pratiquer des fouilles dans des terrains où doivent se trouver enterrées plusieurs personnes assassinées par des individus de cette bande.

D'un de ces misérables avait raconté à *un moution*, prisonnier dans la même cellule, l'assassinat de plusieurs personnes qu'ils auraient enterrées près de Champigny.

Comme déjà la justice avait la certitude que des assassins se trouvaient parmi la bande, elle a eu devoir pratiquer ces fouilles en emmenant sur le lieu indiqué le malfaiteur qui s'est offert à faire des révélations. On en aura bientôt des nouvelles.

Les agents de M. Jacob, chef de la sûreté, ont encore arrêté, ces jours derniers, plusieurs individus faisant partie de cette bande.

—Sous le titre de : " Un Drame à St-Didier," on lit dans le *Républicain de l'Allier* :

"Avant-hier samedi, 26 février, le curé de Saint-Didier a été trouvé dans son lit le cœur percé d'une balle.

"Le sacristain s'est noyé deux heures après.

"Nous avons reçu, au sujet de ces deux morts tragiques, quelques renseignements que nous nous abstenons de publier, une enquête judiciaire étant commencée."

—Episodes du concours des animaux gras, toujours d'après le dessinateur du *Charivari*. La vérité n'est pas garantie. La scène se passe entre propriétaires d'animaux-lauréats et membres du jury.

—Monsieur t'a accordé une médaille Embrasse-le ! en lui tu trouves un père !

—Quand j'ai commencé ce cochon-là, je l'ai jugé tout de suite. Tenez, c'était une nature comme la vôtre !

ETAT DE SITUATION

—DE LA—

STATE NATIONAL BANK

—A LA—

Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane,

A la clôture des affaires, vendredi, 10 mars 1876.

ACTIF.

Prêts et escomptes		$1,879,898 12
Bons des E. U. pour garantir la circulation		50,000 00
Autres stocks, bons et hypothèques		36,977 75
Dû par des agents de rachat et de réserve		411,348 56
Dû par d'autres banques nationales		127,857 11
Dû par des banques d'Etat et banquiers		432,775 85
Propriété foncière, meubles et accessoires		105,097 51
Dépenses courantes et taxes payées		16,353 66
Primes payées		5,000 00
Echanges par le Clearing House	$ 220,191 32	
Billets